

LES PRINCIPES

DE LA

RÉVOLUTION

ET DU

SOCIALISME,

D'APRÈS LES DONNÉES DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,

PAR

A. REGNARD,

*L'un des Vice-Présidents du Congrès de Liège, délégué de Paris
à l'Anti-Concile de Naples.*

Ex-Secrétaire-Général à la Préfecture de Police, etc.

LONDRES :

JUILLET 1875.

AVANT-PROPOS.

Quelques amis m'ont prié de publier cette conférence; (1) j'ai cédé à leur demande, malgré que ce soit là plutôt le plan ou le sommaire d'une série d'ouvrages, dont quelques-uns, je l'espère, verront le jour dans des temps meilleurs. D'autre part, les années s'écoulaient: il est temps de fixer les idées, qui deviennent chaque jour plus flottantes et de rentrer dans les voies de la science, seule base réelle du socialisme. Qu'on se rappelle l'union des étudiants et des ouvriers à la fin du second Empire; la Révolution ne triomphera que par les efforts réunis des Penseurs et des Prolétaires.

(1) Ces pages sont la reproduction d'une conférence faite à Londres le 2 Germinal 83 (23 mars 1875).

LES PRINCIPES

DE LA

RÉVOLUTION ET DU SOCIALISME,

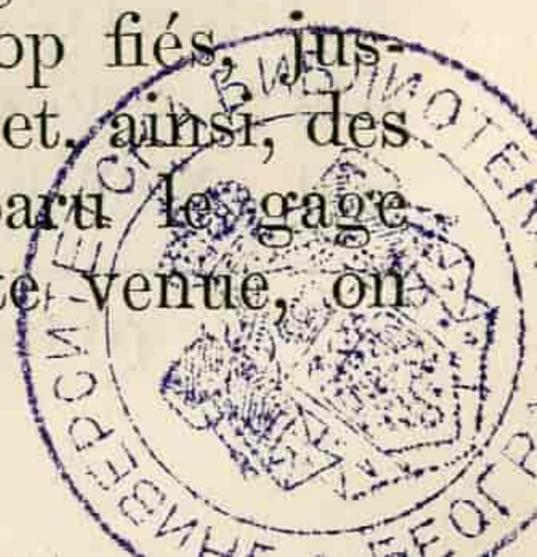
D'APRÈS LES DONNÉES DE LA POLITIQUE
SCIENTIFIQUE.

“Le plus grand malheur de l'homme, c'est l'ignorance.”—HÉBERT.

CITOYENS!

Voilà maintenant quatre ans écoulés, depuis que la dernière révolte du peuple contre ses éternels oppresseurs a été noyée dans des torrents de sang: voilà, depuis l'an I^{er} de l'Ere républicaine, trois Révolutions terminées par la défaite complète et impitoyable des défenseurs de l'Humanité. L'Histoire, à défaut de la providence, se charge de donner aux peuples de grandes et terribles leçons. Elle les tient, elle aussi, sous sa domination fatale; malheur à ceux qui, méconnaissant ses lois immuables, ne sauraient tirer aucun parti de ses enseignements!

Les Révolutionnaires se sont trop fiés, jus-
qu'ici, à la justice de leur cause, et, ainsi, des
victoires de trois jours leur ont paru le gage
d'un perpétuel triomphe. La défaite venue, on



s'est complu et on se complaît encore à étaler ses blessures saignantes, à compter ses victimes et ses héros. On oublie trop que les causes comme la nôtre, basées sur la science et sur la raison, demandent pour grandir et fructifier d'autres éléments que le sang des martyrs et les larmes des survivants. Loin de moi la pensée de dénigrer la gloire et le dévouement des morts, et la plupart d'entre vous savent que déjà, dans cette même enceinte, j'ai tenté de payer à deux d'entre eux (1) un tribut qui ne fût pas trop indigne de leur grand cœur. Mais ce devoir rempli, et je le considère comme capital, il importe de se remettre au travail et d'établir des jalons solides, capables de nous guider dans cette œuvre de la régénération sociale à laquelle nous nous sommes voués.

Qu'est-ce que la Révolution? Quels sont ses principes, ses moyens, son but? Telles sont les questions complexes qui se posent à chacun de nous. Sans avoir la prétention de les résoudre complètement, je compte vous indiquer les éléments que la science fournit pour la solution du problème.

I.—LE CHRISTIANISME ET LA RÉVOLUTION.

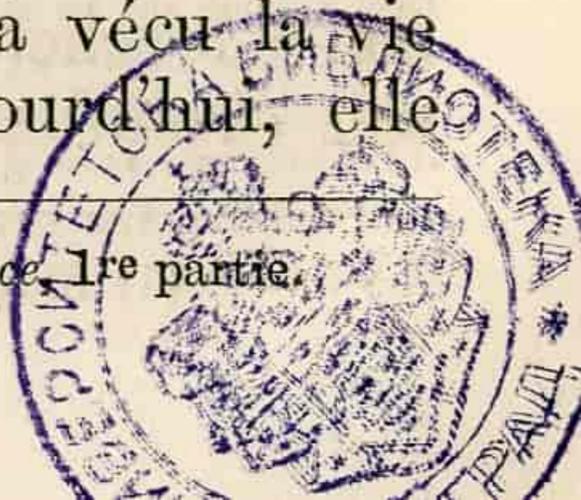
Jetons d'abord un coup d'œil en arrière, pour fixer le chemin parcouru par l'humanité dans son évolution à travers les siècles. Vous savez

(1) Eloges de Ferré (1873) et de Tridon (1874).

très-bien que l'empire du monde a d'abord appartenu aux nations de l'Orient; la civilisation est partie des plateaux de l'Asie Centrale pour, de là, rayonner sur le globe. Au temps où les populations autochtones de la Gaule et de la Germanie croupissaient encore dans les ténèbres de l'âge de bronze, (1) l'Égypte, puis l'Assyrie étendaient sur les nations voisines leur puissance avec leurs splendeurs. Le sceptre du monde civilisé passait ensuite aux Mèdes et aux Perses. La Grèce le conquérait à son tour, et il sembla qu'en s'implantant, pour n'en plus sortir, sur le sol de l'Europe, la civilisation prît un essor nouveau et d'une incroyable intensité. C'est l'époque de cette grande démocratie athénienne, appréciée d'une façon si injuste avant les travaux de Grote; démocratie complète, où le peuple entier exerçait bien réellement la souveraineté. Sans doute il y avait les esclaves, en tout cas plus heureux que les serfs des temps modernes. Mais, en somme, tout homme libre était citoyen, tout individu, possédant la jouissance de ce qu'on appelle aujourd'hui les droits civils, avait en même temps celle des droits politiques; les artisans, les ouvriers, tanneurs, cordonniers, etc., formaient une partie considérable de l'assemblée du peuple, assemblée véritablement souveraine.

Il est vrai que le règne de cette grande démocratie a été court; mais, dans l'espace de deux siècles, d'Eschyle à Aristote, elle a vécu la vie d'un puissant empire. Même aujourd'hui, elle

(1) Voyez Büchner, *L'Homme selon la Science*, 1^{re} partie.



règne encore par ses chefs-d'œuvre sur le monde de l'intelligence et de l'idée, bien différente de cette oligarchie de Sparte, vantée si mal à propos par Mably, Rousseau et leurs sectateurs, et qui n'a jamais eu d'autre caractère que celui d'une armée admirablement disciplinée. Qualité incontestable, je le veux bien, mais absolument insuffisante pour le bien-être et la gloire d'une nation.

Après la Grèce, vient le tour de cette Rome, fameuse à tant de titres, avec son organisation si puissante pour conquérir non moins que pour conserver, dont une partie de l'Europe garde encore l'empreinte ineffaçable. C'est alors que se produit un fait absolument nouveau, apprécié comme un bienfait par les écoles les plus diverses, mais que je persiste, avec Voltaire, à considérer comme un des événements les plus désastreux dans l'évolution de l'humanité : je parle de l'invasion du christianisme.

Vous savez que les conquêtes de la science moderne et surtout celles de la philologie, ont établi, parmi les races humaines supérieures, trois grandes familles bien distinctes, (1) à la tête desquelles se trouve la famille Aryenne dont nous pouvons nous enorgueillir d'être mem-

(1) 1^o La race ou famille *Aryenne*, ou Indo-européenne (Hindous, Grecs, Germains, Slaves, races latines, etc.), véritable initiatrice de la civilisation, dont la religion n'a jamais été, au fond, que le culte des forces de la nature. 2^o La race *Sémitique* (Juifs et Arabes surtout). Par Jésus et Mahomet, elle tient encore l'empire du monde ; en elle est incarné le fanatisme sanguinaire résultat immédiat de l'idée de Dieu poussée à sa limite extrême. 3^o La famille *Touranienne*, mal définie. Les groupes les plus avancés sont les Finnois, les Hongrois et les Turcs.

bres, aussi bien que les Grecs et les Romains, les Germains et les Hindous. Jusqu'à l'époque où nous sommes arrivés, à cette race maîtresse avait appartenu l'initiative du progrès et de la civilisation. A ce moment, un fait nouveau et considérable autant que désastreux se produit dans l'histoire de l'humanité. L'esprit des races sémitiques s'étend sur le monde, devenu désormais la proie du monothéisme hébreu. Ce Jéhovah, dont Voltaire a dit que, s'il eût exaucé toutes les prières de son peuple, il ne serait resté que des Juifs sur la terre; (1) cette idole farouche et impitoyable, compliquée du personnage équivoque supplicié sur le Calvaire, tels sont les nouveaux maîtres qui, du haut du Capitole transformé, vont, pendant quinze siècles, dicter aux peuples des lois de sang, de misère et de proscription.

Le monde avait besoin d'une transformation, non pas d'un bouleversement si funeste, d'un caractère si hostile à la science et à l'humanité. D'ailleurs, la civilisation romaine n'était pas aussi épuisée qu'on l'a dit; la Gaule, par exemple, commençait à renaître à la vie. Les nations du Nord étaient éblouies de la supériorité non moins que des splendeurs de la puissance romaine, et la vérité est que Rome a moins été conquise par les barbares que par le christianisme. Gardons-nous de confondre jamais cette religion de ténèbres et de deuil avec ce paganisme lumineux, héritage de nos véritables ancêtres, les

(1) *Essai sur les Mœurs*, Introduction, § xliv.

Aryens de l'Inde et de la Grèce, et qui n'était que le culte rendu aux forces éternelles de la nature. " Dieux anciens, s'écrie Michelet, entrez
 " au sépulcre. Dieux de l'amour, de la vie, de
 " la lumière, éteignez-vous. Prenez le capuche
 " du moine. Vierges, soyez religieuses. Epouses,
 " délaissez vos époux." (1)

Ce ne sont pas seulement les anciens Dieux, c'est le monde entier qui entre au tombeau pour plus de mille ans. On parle beaucoup de progrès et on m'en fait une objection. Je ne puis, ici, en établir la théorie; je dirai seulement que le progrès est une résultante. Mille ans sont peu de chose dans l'histoire générale du monde; et j'affirme que pendant ces mille ans, du quatrième siècle au quinzième, l'humanité a vécu sur les travaux des anciens, sans même les comprendre parfaitement. (2)

De nouveau paraît l'aurore, la Renaissance! c'est le premier effort des peuples pour rentrer dans leurs droits. Rabelais, Bacon, Descartes et les autres se mettent à l'œuvre. Vient enfin notre immortel dix-huitième siècle avec Voltaire, Diderot et les encyclopédistes, et comme couronnement, après trois siècles d'efforts, la Révolution, c'est-à-dire la revendication complète et définitive de l'humanité qui demande à rentrer dans la plénitude de ses droits. Un jour, à la voix de Chaumette et de la Commune, elle s'incarne sous les traits d'une jeune femme dans le

(1) *La Sorcière*, p. 31.

(2) Voyez mes *Essais d'Histoire et de Critique*, Paris, 1865, in-12

Temple de la Raison. Vêtue du pallium antique et la lance à la main, comme la déesse redoutable, comme la Minerve Promachos, debout sur le sommet de l'Acropole, elle crie aux quatre coins du monde, aux peuples et aux opprimés : “ Ré-
 “ veillez-vous ! Lazares endormis dans vos
 “ tombeaux, penseurs torturés par tous les bour-
 “ reaux, prolétaires foulés aux pieds, travailleurs
 “ courbés dans la sueur et le sang, debout ! Assez
 “ de sacrifices, assez de victimes, assez de misère
 “ et d'humiliations ! La terre est à vous, venez la
 “ prendre ; le soleil vous sourit, venez vivre ; le
 “ bonheur vous attend ; venez jouir ! ”

Ce ne fut qu'un éblouissement, le rêve d'un instant. Le temps, et le programme que je me suis imposé pour aujourd'hui, ne me permettent pas d'insister sur cette question si importante : les causes de l'échec de la Révolution. Vous la trouverez traitée ailleurs ; (1) je rappellerai seulement quelques principes indispensables. La Révolution périt le jour où les membres de la Commune de Paris, Chaumette, Hébert et autres, représentants du grand mouvement encyclopédiste et athée dont je viens de vous tracer l'esquisse, furent assassinés par le pontife sanglant de l'Être Suprême, par “ l'idole farouche et “ inféconde ” qu'on nomme Robespierre. Ce jour-là vit le triomphe du mouvement de recul et de réaction, qu'on peut suivre constamment à travers les âges, à côté de l'autre, à côté du courant de

(1) Voyez surtout *Les Hébertistes* de G. Tridon, Paris, 1864, et mon étude sur “ Chaumette and the Commune of 1793,” dans le *Fortnightly Review* de janvier 1872.



la pensée généreuse et du progrès. Je sais que je vais heurter des opinions sincères et honnêtes; mais la vérité a ses droits imprescriptibles, et je prie seulement qu'on veuille bien étudier à nouveau la question et se convaincre à l'aide des textes et des preuves.

Ce mouvement de recul et de réaction, un homme surtout—à part certains côtés lumineux—le représente au dix-huitième siècle. Rousseau est l'ennemi de toute la philosophie de son temps; il est l'ennemi de Voltaire et de Diderot; quand la religion est aux trois quarts abattue, il la relève avec son *Vicaire savoyard*; (1) quand l'athéisme va triompher et devenir monnaie courante, il en fait un crime qu'il punit de mort. (2) Son disciple Robespierre, à la tête de la section réactionnaire de la Convention effrayée, triomphe, en l'an II, de l'athéisme et de la philosophie, c'est-à-dire de la Révolution. Là est le nœud de la situation. La plupart des historiens s'épuisent à n'y rien comprendre, ne voyant qu'un gâchis et un massacre réciproque, là où se décèle l'action implacable d'une cause puissante et terrible; le déisme, c'est-à-dire la réaction philosophique et sociale, incarnée dans le disciple de Rousseau.

(1) Voyez le Livre IV de l'*Emile*. Qu'on se donne la peine de relire en entier cette étonnante *Profession de foi du Vicaire savoyard*, où Rousseau pose entre autres choses cette maxime, établissant qu'il faut "respecter en silence ce qu'on ne saurait ni rejeter ni comprendre, et "s'humilier devant le grand Etre qui seul sait la vérité!" exemple instructif du degré d'aberration où peut être entraîné un homme de génie, qui prend pour des réalités les fantaisies d'une imagination sans frein.

(2) *Contrat Social*, Chap. 8 (vers la fin).

Après Robespierre, la tâche est facile pour Bonaparte, et le Concordat complète de nouveau l'Être Suprême par le catholicisme. Alors aussi s'intrônise le spiritualisme démoralisateur des doctrinaires et des éclectiques, des Victor Cousin et des Royer-Collard, prédécesseurs de M. Jules Simon. Cela pour la bourgeoisie et la classe moyenne. Le peuple n'est pas mieux servi. Animés des sentiments les plus généreux, rattachés par quelques côtés au mouvement encyclopédiste, Saint-Simon et Fournier finissent par se lancer dans des théories creuses et sans bases. Kant, le créateur de la métaphysique moderne et de la "*chose en soi*," apporte dans la morale et dans la politique ses idées niaises de devoir pour le devoir et de vertu pour la vertu, reconstruisant ainsi ce que j'ai appelé ailleurs un stoïcisme de décadence, (1) dont Proudhon se fait chez nous l'apôtre malencontreux. Le catholicisme offrait au moins le Royaume des Cieux comme fiche de consolation; cette fois il n'y a plus rien que les satisfactions de la conscience et de la dignité humaine! Désormais, en vertu de la théorie transcendante de "l'Immanence" et de la justice, le droit se fonde, non sur les besoins et la nature de l'homme, mais sur une certaine faculté de "sentir" et d'affirmer la dignité humaine, d'abord dans "tout ce qui nous est propre, puis dans la personne du prochain." (2)

(1) Voyez la collection de la *Libre-Pensée* (1866-1867).

(2) Proudhon, *De la justice dans la Révolution*, 2^e étude, Chap. 6. Tous ces prôneurs de *dignité*, de *conscience*, de *devoir*, ne manquent jamais l'occasion de se faire les complices de toutes les infamies. Exemple: M. Jules Simon, ministre du gouvernement des fusillades (1871-72), et auteur de "*la Liberté*," du "*Devoir*," sans compter les pleurnicheries à propos de l'*ouvrière*, de la *peine de mort* (!), etc.

C'est ainsi que lâchant encore la proie pour l'ombre, la démocratie s'est laissée séduire par les abstracteurs de quintessence, faisant sonner haut, comme autrefois les chrétiens, les mots de dévouement, de renoncement et de vertu; fracas retentissant à l'aide duquel on a toujours surpris la confiance des hommes de bonne volonté. *Videant Consules!* il est temps de pourvoir à ce que la Révolution ne s'égaré pas une fois de plus dans les sentiers où elle a failli se perdre.

II.—LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE.

Pour cela, il importe de rappeler les principes, et de poser les bases de ce que j'appelle, pour dissiper toute équivoque: *la Politique scientifique*; j'affirme dès aujourd'hui l'existence de cette science préparée par les efforts des penseurs à travers les siècles, apogée et résumé des autres branches des connaissances humaines, qu'elle suppose toutes étudiées au moins dans leur ensemble et dans leurs conclusions.

Un homme incomparable, qui, s'il n'a pas eu la folie de s'envisager comme un Dieu, a plané tellement au-dessus de l'humanité, que ses décisions ont été regardées comme des oracles; un penseur dans l'arsenal psychologique duquel le monde entier a cherché et trouvé des armes pendant quinze cents ans; un philosophe dont la méthode est encore, après deux mille ans, le guide unique des véritables savants; *Aristote*, en un mot,—tel est le fondateur de cette science, dans son immortelle *Politique*, à laquelle les

fauteurs de la science officielle, les souteneurs du trône et de l'autel ont toujours préféré, et pour cause, la République réactionnaire, communiste et religieuse de Platon.

Après lui, Epicure développe la théorie de la morale naturelle. Vient la nuit du moyen-âge, et après elle, paraît Machiavel, le grand patriote italien, aussi calomnié que mal connu, dont on cite toujours le *Prince*—qu'on n'a pas compris—oubliant, ou feignant d'oublier, ses magnifiques discours sur Tite-Live, où se trouve la théorie complète de la République et de la souveraineté populaire. Il est vrai que Bodin et autres le traitent d'athée, épithète qui a eu jusqu'ici le privilège d'attirer les foudres de l'école bégueule et libérale! Cette même école n'a pas, non plus, assez de malédictions et de mépris pour Hobbes; et cependant cet homme illustre est le véritable père de la philosophie du dix-huitième siècle en France, c'est-à-dire de la philosophie qui aboutit à la Révolution. (1)

Citons encore, après Spinoza et son *Traité politique*, ces grands noms, gloire immortelle de la France : Voltaire, (2) Diderot, d'Holbach,

(1) " Que Locke me paraît diffus et lâche ! La Bruyère et Laroche-foucauld pauvres et petits en comparaison de ce Thomas Hobbes ! " C'est un livre à lire et à commenter toute sa vie." C'est ainsi que s'exprime Diderot dans une lettre à Naigeon à propos du *Traité de la Nature humaine*. (*Encyclopédie méthodique* : Philosophie, article Hobbes, par Naigeon, 1792).

(2) Le déisme de Voltaire est un déisme de bonne femme, un vieux souvenir de collège que l'on n'a jamais pris au sérieux. Les déistes ne s'y sont pas trompés et ont répudié ce faux frère qui ne croit pas seulement à l'immortalité de l'âme. Ils ont raison : l'auteur de *Candide* n'est pas de leur bande.

D'Alembert, Condorcet, Helvétius, fondateurs définitifs des droits de l'homme et du citoyen.

La Révolution étouffée, le mouvement se concentre de nouveau en Angleterre avec Bentham qui détermine la vraie formule de la société et de son but: "*The greatest happiness of the greatest number*," la plus grande somme de bonheur pour le plus grand nombre possible. Ensuite, en Allemagne, Feuerbach, Moleschott, Büchner, Hœckel, de nouveau, en Angleterre, Darwin, Huxley, Tyndall, par leurs conquêtes dans les champs de la science, agrandissent et fécondent celui de la Révolution. Stuart Mill, Buckle apportent aussi leur pierre à l'édifice. En France, Auguste Comte crée le mot important de *Sociologie*, essaie d'établir sur des bases définitives ce qu'il appelle la *Politique positive*, et fait réaliser à cette partie de la science un pas considérable. Heureux s'il n'eût pas rabaissé les services de l'école dite matérialiste; heureux surtout si dans les derniers temps, il n'eût pas pris "l'amour" pour principe au lieu de la science, et délaissé, au moins en partie, la méthode expérimentale pour la méthode intuitive. Mentionnons enfin Herbert Spencer qui tente de fonder aussi la politique d'après les données de la science; trop imbu en ce sens de l'esprit positiviste, il a le tort de trop insister sur les bornes imposées à nos connaissances et surtout de montrer une excessive méfiance à l'égard de cette science même qu'il veut établir.

Nourri des travaux de tous ces penseurs, fort de l'expérience des siècles et mettant à profit les

plus récentes conquêtes des chercheurs contemporains, je me propose à mon tour d'établir sur des bases certaines les principes de la politique scientifique.

L'homme n'a le choix qu'entre deux sortes de guides : la science et la révélation. Une fois enrôlé sous la bannière de la science, il ne lui est plus permis de s'en écarter ; il doit subir le fait démontré. Il ne s'agit pas ici de ce qu'on désire ou de ce qui plaît, mais de ce qui est.

La politique, et la morale qui n'en est qu'une branche, traitent de l'homme en société. Le premier point est donc de connaître l'homme, et aussi, d'avoir une notion précise du milieu dans lequel il vit, de l'univers. Or, la science démontre aujourd'hui l'absurdité et l'impossibilité de l'idée de Dieu ; elle explique, sans lui, le monde et le développement des êtres. Elle démontre également l'absence chez l'homme d'une âme immatérielle et immortelle ; la mort venue, tout est bien fini, pour l'individualité. Sous ce rapport on peut dire absolument avec le poète : *Lasciate ogni speranza*, laissez toute espérance ! (1)

Maintenant, par le fait de son organisation, l'homme cherche le plaisir et fuit la douleur ; voilà un autre fait incontestable. Si donc il aspire au bien-être, il doit le réaliser dans cette vie terrestre, la seule sur laquelle il puisse désormais compter. Ainsi éclate en même temps l'immoralité des religions et du déisme, qui spéculent sur

(1) Ce n'est pas le lieu d'établir ces preuves. Voyez Büchner, *Force et Matière* ; d'Holbach, *Le Système de la Nature*, etc.

cette aspiration au bonheur pour tenir l'homme dans la misère et l'abrutissement, en faisant miroiter à ses yeux les fantastiques délices des paradis les plus variés.

L'homme trouvera-t-il le bonheur dans l'état de nature, comme le veut Rousseau, ou dans la société? La question est tranchée aujourd'hui. Il est prouvé que l'homme primitif, antérieur au développement de la civilisation (1) était absolument identique au sauvage de nos jours.

Du reste, cette expression *nature*, qui paraît si simple au premier abord, a reçu les interprétations les plus variées. L'espèce humaine est perfectible; le passé le prouve. Le véritable état naturel de l'homme est donc celui dans lequel il arrive au développement le plus complet possible de ses facultés physiques, intellectuelles et morales.

Peu à peu, et par la force des choses, à mesure qu'il sort de l'animalité ordinaire, à mesure que se développent la sensibilité et l'intelligence, il se constitue en société. L'homme est un animal social, et Aristote a raison sous ce rapport. Mais il a été d'abord un animal presque semblable aux autres, vivant de guerre et de rapine, et Hobbes a eu raison aussi de le décrire, à l'état primitif, comme un être sauvage et féroce. (2) Je ne puis qu'indiquer en passant cette solution d'un problème à propos duquel on a dépensé des flots d'encre.

(1) Voyez Sir J. Lubbock, *Origines de la Civilisation*, et le très-important ouvrage de Tylor : *Primitive Culture* (Londres, 1871).

(2) *Homo homini lupus*, dit-il. Les découvertes récentes ont démontré la réalité absolue de cet aphorisme.

L'homme étant réuni en société pour la satisfaction complète de ses besoins, nous en déduisons immédiatement la théorie de la morale.

Le *bien* est ce qui contribue au bonheur du plus grand nombre; le *mal*, ce qui produit l'effet contraire. La justice, c'est l'*utilité générale*. Le fondement, c'est d'ailleurs l'amour de soi, fait indéniable et indiscutable, l'intérêt bien entendu. Il est stupide de prétendre que chacun peut l'envisager à sa façon. Non ! cela existe dans l'état de nature ou sauvage. Dans l'état de société, chacun doit calculer l'effet de ses actions sur le bonheur des autres, sous peine d'être exposé à souffrir dans le cas où il enfreindrait ce précepte. C'est affaire de réciprocité; si vous ne vivez pas un peu pour les autres, ils ne vivront pas pour vous.

Telle est la formule de la morale dite athée, matérialiste, utilitaire, inductive, etc. Quiconque nie Dieu et l'âme ne peut en reconnaître d'autre, à moins de tomber dans une contradiction ridicule. Tout révolutionnaire athée doit admettre nécessairement la morale révolutionnaire et athée. Sa formule est d'ailleurs assez belle; c'est celle de l'*intérêt général*, du *bien-être pour tous*.

La morale n'existe que pour l'homme en société; il est donc juste de dire qu'elle n'est qu'un cas particulier, une branche de la politique.

La Politique scientifique est la science qui traite de la société considérée dans son ensemble, dans ses besoins et dans ses lois. Elle a pour but, selon l'admirable formule d'Aristote, (1) de réa-

(1) *Politique*, Liv. III, Chap. 7.

liser le bien de la société, c'est-à-dire la justice, c'est-à-dire l'intérêt général.

Par l'étude attentive et raisonnée des phénomènes historiques, elle découvre les lois de leur développement, et devient de plus en plus apte à prévoir la succession des événements futurs, au moins dans leurs généralités.

On l'a successivement appelée *Science politique* (Aristote), *Sociologie et Politique positive* (A. Comte); on en étudie souvent des fragments sous les titres de *Philosophie de l'Histoire*, de *Philosophie sociale*, de *Socialisme*.

Guidé par ses principes, appuyé sur ses démonstrations irréfragables, je vais exposer les principaux points ayant trait à l'ensemble des réformes sociales, qu'on formule par le mot de "Révolution."

III.—L'ÉTAT.

L'État est la collectivité des individus et des familles, réunis en vue du bonheur commun.

Cette définition est d'Aristote; je n'en vois pas de meilleure.

Il suit immédiatement que tous doivent avoir part à la gestion des affaires; la formule normale du gouvernement est donc la *Démocratie*, ou la République démocratique. Toutefois, il est bien entendu que l'intervention de la masse ou de la totalité des citoyens ne doit pas s'exercer pour la destruction de l'État. Dans ce cas, on a le droit de prendre telle mesure capable d'enrayer le mal. Ainsi se trouve substituée à la théorie du

nombre et du *Laissez-faire*, celle de l'*Intérêt général*.

Ainsi se trouvent condamnées aussi les doctrines funestes du *Fédéralisme* et de l'individualisme.

On cite ordinairement quatre grands exemples du gouvernement fédéral; la ligue Achéenne, les Provinces-Unies, la Suisse et les États-Unis d'Amérique. La *ligue achéenne* fut plutôt une alliance des villes grecques pour résister à l'ennemi commun; elle n'a rien à voir avec le gouvernement fédéral proprement dit. Les Provinces-Unies en offrent un exemple parfait vers le commencement du dix-septième siècle. Mais dès lors le sentiment général autant que les exigences du salut public tendaient à la centralisation et à l'unité de pouvoir et de direction. Jean de Barneveld, au nom de la constitution fédérale, voulut s'opposer à ce mouvement inévitable. Or, c'est une loi de la politique que les fautes se transforment en crime, et avec justice, en raison des désastres qu'elles entraînent. L'avocat de Hollande périt en conséquence de cette loi primordiale et les Provinces-Unies tendirent de plus en plus vers l'unité et la centralisation. (1)

Pour la Suisse, sans parler de la guerre du Sonderbund, sa constitution fédérale la condamne à un immobilisme, dont la mauvaise foi pourrait, seule, nier la réalité. Quant aux États-Unis, j'accorde que l'immense étendue de leur territoire est une excuse et une explication du fédéralisme. Mais, personne ne niera que ce système de

(1) Voyez Motley, *The Life and Death of John Barneveld*, Londres 1874.

gouvernement n'ait failli amener la ruine de la République américaine lors de la récente et terrible guerre que chacun connaît. L'éminent historien américain, M. Motley, est obligé de reconnaître, dans le livre cité plus haut, que la théorie de la souveraineté a singulièrement progressé aux Etats-Unis à la suite de la guerre civile et dans le but d'en prévenir le retour.

Enfin, on sait assez quel a été le résultat pour l'Espagne et pour la République, des essais de fédéralisme appliqué auquel on s'est livré sur différents points de la Péninsule. Le *Cantonnalisme* est la logique du fédéralisme; il en est aussi la condamnation.

Tel est, cependant, l'aboutissant du scepticisme Kanto-Proudhonien. Ses adeptes manquent de criterium, en dépit de la doctrine de l'immanence; aussi tombent-ils dans toutes les aberrations de l'individualisme le plus déréglé. Leur idéal, c'est l'absence de toute loi, de toute règle, en un mot, l'*an-archie*, comme ils disent, ou plutôt, comme ils écrivent. Nous en avons eu un exemple assez réussi sous la Commune, pour le malheur du peuple.

Le révolutionnaire affirme au contraire la toute-puissance de l'Etat, qui a toujours droit de prendre telle mesure *démontrée* nécessaire au bien-être de la communauté. Telle est la théorie de ce qu'on appelle quelquefois la "*République autoritaire*," qui n'est que l'expression forcée de la réalité des choses.

" L'Etat, dit Hobbes, est une personne dont
 " les actes sont en réalité ceux d'une grande

“ multitude d’hommes liés entre eux par un
 “ contrat, afin qu’elle puisse employer la force
 “ et les facultés de tous comme elle le jugera
 “ convenable pour la paix et la défense com-
 “ mune.” (1)

On objectera que cette théorie peut conduire à la dictature. D’accord; il y a des cas où cela peut être une nécessité: *Salus populi suprema lex esto*, le salut du peuple doit être la loi suprême. Seulement, il est bien entendu que ce sont là des manières d’être, anormales et passagères, dont la prolongation deviendrait fatale au corps social. C’est une des applications de ce qu’on appelle la “ Force Révolutionnaire ” que j’ai définie ailleurs; “ l’application à la société du droit de légitime “ défense.”

On voit donc que la morale scientifique, ou athée, ou de l’intérêt bien entendu, loin de conduire à l’individualisme, comme celle de Kant et de Proudhon, mène droit à la théorie de l’Etat autoritaire et tout-puissant. D’ailleurs, qu’on ne s’y trompe pas: *l’Etat est tout-puissant et veut la subordination de l’individu, dans l’intérêt unique de ce dernier.* (2) D’où il suit que la subordination peut cesser du moment où ces conditions cessent d’être remplies, c’est-à-dire dès qu’il ne garantit plus ni la sécurité ni le bien-être des associés. Ce qui est la théorie du droit d’insurrection.

Du reste, toutes ces notions si simples ont été

(1) Hobbes, *Leviathan*, Part II.

(2) Telle est la solution scientifique de l’antagonisme apparent entre le droit de la société et celui de l’individu. Voilà la synthèse demandée et la solution de “ l’antinomie.”

obscurcies par les aventures napoléoniennes. On a niaisement répété sur tous les tons : Mais vous voulez faire comme Bonaparte ! On a confondu tout simplement la dictature avec la tyrannie, les intérêts du peuple et de la Révolution avec ceux d'un homme et d'une dynastie.

Le véritable révolutionnaire est pour la *République, une et indivisible, démocratique et sociale.*

IV.—LA PROPRIÉTÉ, LA FAMILLE.

Je demande la permission de citer ici quelques pages inédites d'un ouvrage auquel je travaille en ce moment ; (1) on y trouvera indiquée la marche à suivre pour arriver à la solution de ces questions primordiales :

“ Le père de tous les systèmes communistes n'est autre que le grand chef de l'Ecole spiritualiste, le vrai précurseur, dans le monde aryen, de l'Évangile de saint Jean, je veux dire Platon. Chez Thomas Morus, comme chez Campanella, comme chez M. Cabet, les mêmes principes se retrouvent, si l'on peut donner le nom de principes à des conceptions nées tout entières d'un sentimentalisme généreux—je le veux bien—mais absolument étranger aux données de la science et de l'expérience. Ce qui guide Platon et le fourvoie, c'est son mysticisme. De la pratique et du réel, il n'a aucun souci. L'idée en soi,

(1) Une *Histoire de la morale et de la politique scientifiques et matérialistes*. Les lignes qui suivent sont extraites du chapitre consacré à l'examen de la *Politique* d'Aristote.

le bien absolu, l'unité, voilà son *criterium*. La suppression de la famille, de la propriété n'ont qu'un but, le bien de l'Etat, c'est-à-dire l'*Unité* ! Il le dit en propres termes : " L'Etat sera pour " ainsi dire comme un seul homme." (1) Et c'est pour arriver à la réalisation de cette chimère, que le *divin* philosophe, sans s'inquiéter autrement du vœu de la nature et des vraies conditions du bonheur, supprime impitoyablement toute propriété individuelle et institue la communauté des biens, des femmes et des enfants. En vérité, il faut que les services rendus par cet homme à la religion et à l'autorité aient été bien grands pour que les théoriciens du trône et de l'autel, si sévères pour ses successeurs, ne trouvent que de timides objections contre les monstruosité du V^e Livre de la *République*.

" Aristote, guidé par des principes tout opposés —ceux de la méthode expérimentale— ne pouvait manquer d'arriver à des conclusions différentes, et, à propos de l'erreur de Platon, il nous donne une théorie presque complète, et admirable, de la famille et de la propriété.

" L'Etat, dit-il, n'est pas seulement une multitude, comme une confédération militaire, ou une armée, mais une multitude d'éléments divers, et quel que soit le degré d'égalité qui rapproche ses membres, ils ne sont pas absolument homogènes ; et, sous ce rapport, l'uniformité absolue, l'unité, comme Platon l'entend, loin d'être le souverain bien de l'Etat, en est tout simple-

(1) Platon, dans le V^e Livre de la *République*.

ment la ruine. (1) D'autre part, supprimer la famille, c'est aller directement contre un besoin naturel, et détruire une des plus grandes sources du bonheur humain. Le novateur l'a senti, en voulant conserver les titres de parents et d'enfants à toute une série d'enfants nés dans une même période! "Mais quoi! chaque citoyen pourra dire, de milliers d'enfants, en parlant de chacun d'eux: Voilà mes fils!" L'usage actuel n'est-il pas préférable? Et cessant de railler, Aristote termine par ces belles paroles: "Ainsi que quelques gouttes de miel se perdent dans un vase plein d'eau, ainsi les liens de famille les plus doux s'évanouissent dans une pareille communauté, où il n'y a vraiment pas de raisons pour qu'un père s'occupe de son fils, ou un fils de son père. Car l'homme s'éprend et se soucie surtout de deux choses: ce qui est *sien*, et ce qui réveille ses affections. Or, rien de semblable n'existe dans la République de Platon." (2) Quelle formule gracieuse et charmante dans sa précision! et comment exprimer d'une façon plus saisissante la réalité naturelle de la famille, fondée sur les joies qu'elle procure?

"On a prétendu que Platon, en attribuant à la femme les mêmes occupations qu'à l'homme, avait voulu la dégager des chaînes de la servitude antique, préparant ainsi son émancipation pour

(1) *La Politique*, Liv. II, Chap. 1.

(2) *Ibid.*, Liv. II, Chap. I. Je donne ici ma propre traduction, non par dédain de celle de M. Barthélemy St. Hilaire. Mais je me défie de l'homme qui, pour faire sa cour à la coterie officielle et spiritualiste, dénigre honteusement son modèle en le ravalant au-dessous de Platon. Je renvoie les lettrés au texte.

le christianisme. Une double absurdité! car, en premier lieu, tout en la déclarant apte aux travaux de l'autre sexe, il insiste continuellement sur son infériorité, mettant la différence non dans les aptitudes, mais dans le degré d'intelligence dont elle est susceptible; ce qui est la façon la plus injurieuse de concevoir la chose. Quant au christianisme, il n'a pas plus changé la situation de la femme que celle de l'esclave. Le moindre commerce avec l'antiquité révèle immédiatement la véritable situation de la femme, toute différente du tableau tracé par les intéressés. Aristote va encore nous édifier à cet égard.

“ Il voit très-bien, contrairement à Platon, que les qualités ou les vertus de la femme et de l'homme sont d'ordre différent. Leur rôle est de se compléter l'un par l'autre. Ainsi, le devoir du chef de famille est d'acquérir, celui de l'épouse de conserver. Car la nature a constitué le mâle et la femelle de telle sorte que leurs facultés diffèrent ainsi que leurs aptitudes. Elle a fait le mâle plus fort pour que l'audace et le courage le rendissent propre à la défense; la femelle plus faible est destinée par sa timidité naturelle à la garde et à la préservation du foyer. Et non-seulement l'homme doit à l'épouse la protection, il lui doit encore la fidélité. Ainsi la différence entre les deux sexes est dans la nature des aptitudes, non dans le degré. Où va-t-on chercher cette soi-disant servitude de l'épouse antique et en quoi Platon l'a-t-il réhabilitée? L'homme et la femme, tous deux éléments de la famille, ajoute Aristote, forment aussi les deux parties de l'État, “ de

“ sorte que là où la constitution n’a point parlé
 “ des femmes, on peut dire que la moitié de
 “ l’État est sans lois.”(1) Et ailleurs: “ S’il im-
 “ porte à la grandeur de la Cité que les femmes et
 “ les enfants soient dignes et estimables, il faut
 “ leur donner l’éducation qui convient. Or, cela
 “ est de toute évidence, puisque les femmes
 “ forment la moitié des personnes libres et que
 “ les enfants sont les citoyens futurs.”(2) Il y a
 tout au plus un siècle que le monde moderne
 s’occupe de mettre en pratique cette maxime, et
 l’on pourrait citer des États civilisés où les lois
 sur l’éducation brillent par leur insuffisance,
 dans certains cas, même, par leur absence.

“ A cette théorie maîtresse de la famille,
 succède celle de la propriété, tout aussi étonnante
 de réalité et de précision. Tandis que l’élève de
 Socrate, à la poursuite de son abstraction, veut
 qu’aucun de ses guerriers n’ait rien qui lui ap-
 partienne en propre, à moins d’absolue nécessité,
 Aristote se demande si la propriété est bonne ou
 mauvaise, c’est-à-dire propre à contribuer ou non
 au bonheur. Mais il l’a déjà fait remarquer à
 propos de la famille; l’homme s’attache surtout
 à deux ordres d’objet, ce qu’il possède et ce
 qu’il aime. “ Et quant à ce qui regarde le
 “ plaisir, ajoute-t-il ici, posséder est une jouis-
 “ sance indicible. Car l’amour de soi, loin d’être
 “ chose vaine, est entièrement conforme à la na-
 “ ture. Que si nous blâmons justement ce qu’on
 “ appelle égoïsme, c’est qu’on entend sous ce nom,

(1) *Politique*, Liv. II, Chap. 6. (2) *Politique*, Liv. II, Chap. 5.

“ non pas l’amour, mais la passion désordonnée
 “ de soi-même; comme on blâme l’avarice, bien
 “ qu’il soit naturel d’aimer la richesse.”(1)

“ Si j’avais besoin de confirmer l’utilitarisme
 d’Aristote, j’en trouverais ici une preuve nouvelle
 et éclatante. On croirait lire Bentham ou
 Helvétius, les choses y sont en propres termes, et
 l’amour bien entendu de soi-même est proclamé
 comme le plus réel fondement de la propriété
 particulière. Et là est le nœud de la question, et
 sa seule solution possible: la propriété est justi-
 fiable si elle est juste—c’est-à-dire si elle est
 utile—c’est-à-dire si, fondée sur la nature de
 l’homme, elle répond à ses besoins et contribue
 à son bonheur.

“ Il n’y a rien là de ce caractère absolu, de ce
 quasi droit divin, sur lequel les modernes ont
 voulu fonder la propriété. Mais la question pra-
 tique est admirablement posée et résolue ici
 presque complètement. Le philosophe n’a aucune
 idée de l’exclusivisme des propriétaires modernes.
 “ L’ordre de choses actuel, dit-il, amélioré par
 “ les mœurs et de bonnes lois, est infiniment
 “ préférable (au système communiste); il réu-
 “ nit les avantages des deux systèmes, de la
 “ propriété individuelle et de la propriété col-
 “ lective. Car il faut qu’elle soit commune à un
 “ certain point de vue, tout en restant, au fond,
 “ individuelle. D’une part, chacun s’occupant de
 “ ce qui le concerne, les querelles en seront plus
 “ rares, et la prospérité grandira en raison des

(1) *Politique*, Liv. II, Chap. 2.

“ efforts de chacun pour améliorer ce qu’il possède. D’autre part, le perfectionnement des mœurs réalisera le dicton connu : “ *Tout est commun entre amis.* ” (1)

“ Voilà bien la véritable formule, qui fonde toute communauté sur l’amitié et la bienveillance sans lesquelles la vie collective n’est qu’une horrible et dégoûtante contrainte. Cette fois encore, Aristote pénètre jusqu’au cœur du problème. C’est par l’éducation, par les mœurs, et par l’action graduelle de lois convenables, par la philosophie, que l’on peut donner de l’unité et de l’ensemble aux éléments divers dont se compose l’Etat. Maxime admirable de réalité et dont devraient bien se pénétrer les hommes d’Etat et les réformateurs modernes.

“ Ayant reconnu l’utilité de la propriété, Aristote, bien loin de se lancer dans les monstrueuses aberrations des économistes orthodoxes, s’occupe immédiatement de la réglementer et de la restreindre. Il faut que la propriété permise à chaque citoyen soit telle qu’il puisse vivre dans l’aisance quoique sobrement. Mais cette précaution restrictive est insuffisante ; il faut, en définitive, que tous les membres de la Cité soient assurés de leur subsistance. De plus, et dans le but de développer cette bienveillance—cette fraternité, dirait-on aujourd’hui—si nécessaire au bonheur des associés, Aristote adopte la pratique des repas en commun, et il considère comme indispensable que tous les citoyens y prennent place. Com-

(1) Ibid, Liv. II, Chap. 2.

ment cela sera-t-il possible, dans tous les cas, pour les pauvres, qui ont en outre la charge de leurs familles? Les terres de l'État seront donc divisées en deux portions; l'une laissée aux particuliers, l'autre publique et destinée à pourvoir aux frais des repas communs et aux autres dépenses générales.

“ Il a soin aussi d'insister sur la réglementation de la population: “ L'abandonner à elle-même, comme dans la plupart des États, c'est aboutir forcément à la pauvreté des citoyens, et la pauvreté engendre les crimes.” Vérité éclatante, que l'ignorance dégoûtante des déclamateurs modernes a méconnue sous prétexte de je ne sais quelle pruderie grotesque, aussi indigne de la science que de la véritable pudeur! Je vous le dis: la véritable immoralité consiste à prêcher la multiplication des enfants, à la façon des brutes. Malthus n'a rien à voir en cette affaire. Tout est relatif; et s'il est des pays comme la France où l'on devrait encourager la reproduction humaine, il y en a d'autres où il pourrait être bon de la restreindre.”

“ Telle est, en résumé, la façon magistrale dont Aristote traite et résout cette grande question de la propriété. En somme, s'il repousse le communisme bête de Platon et de ses successeurs, on voit qu'il se rapproche beaucoup plus de la véritable théorie du socialisme moderne, et de la plus avancée, de celle pour laquelle on pourrait accepter le titre de communisme ou de collectivisme, si ce mot n'avait pas été soumis à

tant d'interprétations niaises et sentimentalement absurdes." (1)

"Ainsi se trouve proclamée cette grande vérité: la suprématie de l'Etat sur l'individu. Et implicitement, la propriété n'existe que par la sanction de l'Etat, qui peut toujours la réglementer et la restreindre, mais ne doit pas la supprimer puisqu'elle répond à un besoin réel et forme un des stimulants de l'activité humaine en même temps qu'un des agréments de l'existence. Car, loin que cette suprématie de l'Etat ait pour but, comme dans Platon, la réalisation d'une unité chimérique, elle n'existe que pour assurer la sécurité et le bonheur de ses éléments, c'est-à-dire des familles et des individus."

J'ai peu de choses à ajouter: dans ces derniers temps, on a démontré que le système de la communauté avait existé à l'origine de la plupart des sociétés. Outre que ce ne serait pas une raison pour y revenir, il faut noter que ces communautés de villages et autres étaient fondées sur ce fait: que les membres se considéraient tous comme appartenant à une seule souche, à une même famille, pour ainsi dire. Ce qui, aujourd'hui, n'a plus de raison d'être. (2)

En résumé, la *famille* est un fait éminemment naturel, indispensable au bonheur de l'humanité: les révolutionnaires aussi aiment leurs enfants.

(1) Cette théorie de la propriété que je donne ici rentre dans la catégorie de celles que les économistes orthodoxes qualifient de "communistes," en raison de la prépondérance accordée à l'Etat.

(2) Voyez E. de Laveleye, *De la Propriété primitive*, 1874. Et tout récemment, l'important ouvrage de Sir Henry Maine, *Early History of Institutions*, London, 1875.

Etant donc mise de côté la polygamie, et les excentricités de l'amour libre, reste le mariage, qui doit être un contrat, susceptible d'être rompu, comme tous les contrats. Dans les pays où le divorce n'existe pas et en raison de certaines conditions sociales, le révolutionnaire est donc autorisé, quoique exceptionnellement, à contracter des mariages libres. La science démontre la nécessité, non de supprimer la famille, mais de la régénérer.

Quant à la *Propriété*, voici: Il n'y a pas en France plus de cinq à six mille coquins détenant la meilleure part de la propriété foncière et du capital, et constituant cette oligarchie bourgeoise qui régnera aussi longtemps qu'elle possédera. La politique scientifique démontre la nécessité absolue de faire cesser cette anomalie; le gouvernement révolutionnaire avisera. Les propriétés devront faire retour à l'Etat, qui en disposera au profit des producteurs dans la mesure du possible.

En somme, ce que demande, ce que doit demander le travailleur, c'est que le fruit de son travail soit sa propriété à lui et non celle du bourgeois fainéant qui ne sait que dormir et digérer. Et encore!

En dépit des déclamations niaises, c'est le vœu de la nature. Chacun s'écrie avec notre poète:

Je veux ma part des bois touffus,
Des grands prés, des ravins paisibles
Où mille sources invisibles
Furent avec des sanglots confus!

Comme les puissants de la terre
 Je me sens un cœur et des yeux ;
 La forêt me dit son mystère,
 Les antres me font leurs aveux ! (1)

C'est là le cri de tout homme sain de corps et d'esprit, qui se sent une intelligence pour comprendre, un cœur pour aimer, des sens pour jouir. Arrière ces vendeurs d'austérité et de brouet noir qui, à la suite de l'Évangile, (2) viennent vous prêcher l'abolition de tout ce qui fait la joie et le bonheur de l'homme. Laissez cette doctrine écœurante aux sectateurs du spiritualiste Platon, du catholique Thomas Morus, aux imitateurs des imbéciles fanatiques de Munster et des couvents de moines et de religieuses, exemples irréfragables de communauté des biens et de renoncement à la famille et à la propriété individuelle ! Laissez pour ce qu'elles valent les niaiseries sentimentales de M. Cabet, les rêveries généreuses de Fourier. La provenance de ces doctrines est une nouvelle preuve de leur fausseté, après tant d'autres. Tous ses apôtres sont ou des fanatiques religieux ou des déistes. (3)

(1) Vermersch, *Les Partageux*.

(2) Évang. selon Mathieu, X, 34, Saint-Augustin, *De bono conjugio*, IX, 9. Voyez aussi dans les Actes des Apôtres, l'histoire édifiante d'Ananias et de Saphira.

(3) Le nom de Diderot a été mêlé à cette cohue par suite de la plus ridicule des méprises ; tout simplement parce qu'on trouve inséré dans l'édition de ses œuvres datée d'Amsterdam en 1772, le *Code de la nature* du déiste Morelly. De même pour le Babouvisme, qui n'est nullement un mouvement athée, comme quelques-uns se l'imaginent. Le vieux Buonarrotti, à propos des solennités religieuses célébrées dans la Société du Panthéon, dit en propres termes : " Que la croyance " en Dieu, fondée sur des arguments irréfutables, pouvait devenir un " levier puissant pour l'établissement des institutions démocratiques." Voyez son *Histoire de la conspiration de Babeuf*. Je ne sais pourquoi ce passage est supprimé dans l'édition donnée par A. Ranc.

Au surplus, qu'on n'essaie pas de donner le change. On a fait grand bruit du *droit au travail*; je viens proclamer le *droit à la propriété*. La Révolution doit tendre, sinon à l'universaliser, au moins à la généraliser le plus possible. (1)

Celui qui se dit athée, c'est-à-dire adepte de la méthode scientifique, est forcé, sous peine de non-sens, de se déclarer avec nous pour le *Socialisme autoritaire* contre la théorie de la communauté des biens et les incohérences de la doctrine proudhonienne.

V.—LA RELIGION, L'ÉDUCATION, LA SOCIÉTÉ.

Pour la religion, c'est bien simple, il n'en faut pas. "La vie du catholicisme, dit Michelet, c'est "la mort de la République." (2) La question est capitale, primordiale; on s'en aperçoit, aujourd'hui, dans tout le monde politique. L'abolition de la religion est évidemment le corollaire de tout ce qui vient d'être dit. Je n'ai pas le temps d'y insister.

(1) Ces questions ne sont guère susceptibles d'une solution générale, "internationale." Ici, par exemple, il est certain que le sol fera retour à la communauté avant qu'il s'écoule un temps considérable. Cela se fera très-facilement par la substitution de l'Etat aux quelques grands propriétaires actuels. Stuart Mill avait mille fois raison de demander "la *nationalisation de la terre*." En France, cela n'est pas aussi simple. On reste, on parle beaucoup à tort et à travers des inconvénients de la petite propriété. Quand elle est trop restreinte, c'est-à-dire *iusuffisante* pour entretenir la famille du paysan, forcé, dès lors, de travailler pour autrui, la culture en souffre; dans le cas contraire, elle y gagne. (Voyez Stuart Mill, *The Irish Land Question*, 1870).

(2) *Hist. de la Révolution*, T. V, Liv. XIV, Chap. 3.

Quant aux moyens, ils ne manquent pas; d'abord la suppression du budget des cultes. C'est ici ou jamais que se réalisera le proverbe: "Pas d'argent, pas de Suisse." Ensuite, confiscation absolue de toutes les propriétés du clergé y compris les chapelles, cathédrales, etc., propriétés dont on peut dire justement que "c'est le vol." Les amateurs célébreront la messe en chambre et à leurs frais: enfin, menace permanente pour le prêtre violateur de la loi, exposé au châtement terrible que ses pareils ont déjà connu.

Mais la religion, dira-t-on, répond aussi à un besoin naturel. Erreur réfutée par la science et la raison, sans parler des flots de sang versé, sans évoquer les innombrables victimes, dont les restes mutilés protestent contre cette assertion impie. Je dis impie, car la vraie piété, c'est le culte de l'humanité.

Ce qui est réel, ce qui a été exploité par tous les charlatans et par tous les prêtres, c'est le besoin d'idéal; les splendeurs de l'art lui donneront satisfaction quand la masse aura été mise à même de les goûter et de les comprendre. Ne vous méprenez pas d'ailleurs, en vous égarant sur les pas des St. Labre du réalisme. Admirez le *Pouilleux* de Murillo et le *Casseur de Pierres* de Courbet; mais ne vous croyez pas obligé de vous voiler la face à la vue des chairs chaudes et nues, des draperies éblouissantes des Rubens et des Véronèse. Homère est tout aussi matérialiste que Lucrèce; c'est pour cela—on l'ignore trop—que Platon l'a chassé de sa République. Deux

des plus grands interprètes de l'art, dans sa forme la plus exquise, deux poètes merveilleux des temps modernes sont précisément ces deux athées : Goethe et Diderot. (1)

La Révolution, je le répète, donnera satisfaction à tous ces besoins. Il importe de le proclamer ; un éclair de génie illumina Chaumette, le jour où, sur les débris du culte tombé, il inaugura dans le Temple de la Raison, celui de la nature et de l'humanité. C'est remplacer l'un par l'autre ! s'écrient les austères. Oui ! c'est remplacer l'erreur par la vérité, l'Eglise par la Révolution. Ces gens-là sont les mêmes stylites qui ne veulent dans les cérémonies civiles, ni fleurs, ni drapeaux, ni discours. Renvoyez à leur colonne ces échappés de la Thébaïde. Sachez, aussi, que si quelques-uns sont de bonne foi, la plupart de ces Légumistes sont les plus sujets aux indigestions de Champagne et de dinde truffée. Que vous importent, d'ailleurs, les pompes du catholicisme empruntées à celles du paganisme, qu'elles ont déshonorées ? Evoquez celles d'Athènes et de Rome, évoquez celle de la grande République, lorsque dans Paris en fête, les citoyens des sections venaient, au milieu des fleurs, des parfums et des chants d'allégresse, renouveler sur l'autel de la Patrie, le serment de vivre ou de mourir libres ! (2)

(1) On voit que la morale utilitaire ou matérialiste n'a rien à voir avec l'utilitarianisme industriel des "crétins et goîtreux" si justement bafoués dans une préface célèbre. Les besoins artistiques sont aussi naturels que les autres et demandent à être satisfaits. Le superflu est souvent "le nécessaire."

(2) Sous ce rapport, il importe absolument de laisser de côté le calendrier chrétien et l'ère du Christ ; mieux vaudrait celle de

Mais c'est surtout l'instruction qui, généralisée autant que possible, contribuera plus que tout le reste au bonheur et au perfectionnement des générations futures. Le temps me presse, et le sujet est trop connu des amis de la démocratie pour qu'il soit nécessaire d'y insister. Par l'instruction proprement dite, dépouillée de toute corruption religieuse et de toute superfétation métaphysique, on renouvellera la face du monde. Là est l'intérêt pressant, et on gémit en songeant qu'une génération nouvelle s'élève en France, destinée encore à être privée de cet inestimable bienfait. C'est l'instruction qui, largement répandue, fera plus pour l'amélioration de la société que toutes les réformes agraires; c'est elle qui établira véritablement cette égalité enviable, en vertu de laquelle chacun pourra venir, muni d'armes à peu près semblables, soutenir dans le champ-clos de la vie, la lutte pour l'existence. Lutte aujourd'hui sinistre et terrible, où tous se précipitent éperdus, écrasant les faibles, foulant aux pieds les cadavres, acharnés à la poursuite de l'éternelle toison d'or!

L'instruction réalisera cette égalité réelle, par laquelle la supériorité de quelques-uns deviendra, selon la belle idée de Condorcet, un avantage même pour ceux qui ne la partagent pas; elle

Nabonassar. Quel que soit, dans la suite, le rôle de la France dans la Révolution, c'est chez elle que le mouvement s'est affirmé, c'est à Paris qu'il a éclaté pour, de là, rayonner sur le monde. Les nations étrangères ne peuvent donc pas avoir d'objection sérieuse contre le calendrier républicain. Il a, du reste, un avantage : lui aussi a existé. Il y a lieu, d'ailleurs, de conserver la semaine—toute païenne—et de substituer le nom des grands hommes, utiles à l'humanité, à l'énumération des plantes et des instruments aratoires.

tournera à leur profit et non contre eux. Alors, grâce aussi à l'intervention de l'Etat, le capital sera réparti équitablement et mis à la disposition des travailleurs. Ceux-ci auront la force, ayant l'intelligence et l'entière jouissance de leurs facultés développées. Impossible dès lors de les exploiter et de les anéantir. Alors, mais alors seulement, tous pourront comprendre et réaliser ces paroles du poète—un poète athée encore :

Sow seed—but let no tyrant reap!
 Find wealth—let no impostor heap!
 Weave robes—let no idle wear!
 Forge arms—in your defence to bear (1)!

“Semez ; mais ne laissez pas récolter par les oppresseurs !—Créez des richesses ; ne les laissez pas amasser par les exploités ;—Tissez des vêtements ; ne les laissez pas porter par les oisifs !—Forgez des armes ; mais portez-les pour votre défense !”

En résumé, souveraineté de l'État, tout-puissant pour le bien des individus—abolition de la religion—généralisation de la propriété, réforme de la famille, tel est, dans ses points essentiels, le programme de la Révolution. Mais vous n'aurez rien obtenu, tant que vous n'aurez pas modifié l'esprit de la société par la diffusion de l'instruction. Quant aux moyens, l'action, toujours l'action, par les écrits, par la parole, par le vote, par les armes en cas de besoin ; la véritable immoralité, c'est l'abstention.

Un parti s'était formé, dans les dernières années du second Empire, qui, seul, se rattachait à la véritable tradition révolutionnaire, répudiée par Robespierre aussi bien que par Bonaparte, par

(1) Shelley, poésies de. 1818.

les doctrinaires comme par les socialistes-économistes; (1) un parti qui, se réclamant de l'Hébertisme et de la libre-pensée, évoquait pour la première fois, à Liège, le souvenir de la Commune de 93 et rentrait irrévocablement dans les voies de la science et des doctrines de l'Encyclopédie. J'ai rappelé dans ces pages les principes qui guidaient ces hommes, en les complétant par les conclusions que m'ont suggérées mes propres recherches et l'étude critique des travaux antérieurs.

Ce parti n'a figuré qu'accessoirement dans la dernière crise révolutionnaire. A part quelques individualités disséminées dans les administrations, incapables par conséquent d'influer sur la marche générale des affaires, il n'y a eu dans la Commune, au point de vue de l'action gouvernementale, que des socialistes-économistes et des jacobins. Seulement, l'influence de ce parti s'est fait sentir dans le courant d'idées générales; c'est à lui, c'est à nous, oserai-je dire, que le mouvement de la Commune doit son caractère éminemment athée, par conséquent social.

Que les éternels ennemis de la Révolution ne viennent donc pas exploiter contre elle les événements de la fin. " Qui donc brandit les haches
 " de Septembre, s'écrie Tridon, sinon Brunswick
 " et ses compagnons? Les noyades de Carrier
 " sont l'œuvre des prêtres de Vendée; et c'est
 " aux papes et aux cardinaux qu'il faut deman-

(1) J'appelle ainsi tous ceux qui n'envisagent qu'un côté de la question, capital, propriété, etc. L'économie politique n'est qu'un des éléments de la science politique. Il importe de ne pas l'oublier.

“ der compte du massacre de la Glacière.” (1)
De même en 71, les exécutions et les incendies furent ou des nécessités de la lutte, ou des faits de guerre, ou des actes de désespoir, conséquence inévitable des atrocités commises par les envahisseurs.

Ceux-là seulement qui, marchant dans les voies du socialisme religieux, prennent au sérieux la prosopopée de Fabricius, pourraient ériger en principe la destruction des chefs d'œuvre de l'art et des bibliothèques, procédé inauguré d'une façon si éclatante par les chrétiens qui, toujours habiles, ont trouvé moyen de le mettre sur le compte des Vandales. La Révolution n'a rien de commun avec ce fanatisme, absolument grotesque aujourd'hui. Les véritables Vandales, les vrais ennemis de la société et de la civilisation, sont ceux qui, deux mois durant, de parti-pris et sans provocation, ont bombardé Paris, ses habitants et ses monuments avec une rage et une sauvagerie laissant loin derrière elles les exploits des Prussiens!

D'autre part, le gouvernement révolutionnaire a, comme tout autre, le droit de punir. Et il entend bien s'en servir contre les misérables qui, de près ou de loin, ont trempé dans l'infamie versaillaise. Versailles! cité malheureuse, plus maudite que Capharnaüm, qui a dépouillé le Vieux de la Montagne de sa spécialité sinistre! le temps n'est pas loin où sur tous les points du monde civilisé où sera parvenu le récit de ces

(1) Tridon, *Les Hébertistes*, p. 26.

forfaits, on dira “Versaillais” comme on dit assassin!

Mettons-nous donc au travail et préparons le triomphe. Il viendra, cela est fatal; il s'agit d'en assurer la durée. Ralliez-vous autour de ce programme qui n'est pas celui d'un parti, mais celui de la Révolution même, établi sur des bases indestructibles et indéniables. Il ne s'agit plus de scepticisme et d'irrésolution. Il faut être avec le vieux monde ou avec le nouveau; avec la religion ou avec la science. Votre choix n'est pas douteux. Et s'il vous fallait une formule pour fixer vos idées, rappelez-vous, en le modifiant d'après les enseignements modernes, ce serment magnifique que prêtaient à leur entrée en fonctions les membres de la Commune de 93, et dites avec eux: “Je jure de n'avoir pas d'autre Temple
 “ que celui de la Science et de la Raison, d'autres
 “ autels que ceux de la Patrie, d'autre culte que
 “ celui de l'Humanité, d'autre Religion que celle
 “ de l'Egalité, de la Liberté, de la Fraternité!”

